

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KNAUF INSULATION LANNEMEZAN

MEGAZONE DEPARTEMENTALE
57970 Illange

Références : ILLANGE_KNAUF-INSULATION_2025-05-20_RAPVI-incident_CP_01520
Code AIOT : 0003012705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement KNAUF INSULATION LANNEMEZAN implanté MEGAZONE DEPARTEMENTALE 57970 Illange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été diligentée suite à l'incident signalé le 5 mai 2025 par l'exploitant (chambres de filtration qui se sont consumées) et suite aux plaintes d'odeurs très inconfortables signalées par des habitants et la mairie d'Illange le même jour provenant de l'usine Knauf Insulation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INSULATION LANNEMEZAN
- MEGAZONE DEPARTEMENTALE 57970 Illange
- Code AIOT : 0003012705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KNAUF INSULATION LANNEMEZAN est autorisée par arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-273 du 21 décembre 2018 modifié à exploiter une installation de production de laine de roche sur le territoire de la commune d'Illange.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	odeurs	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.1.3 partiel	Demande d'action corrective	3 jours
3	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.2.3. modifié partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Cheminée de sécurité E2 - conditions d'utilisation conformes au dossier	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 1.3.1. partiel	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Cheminée de sécurité E2	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.2.2. modifié partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport d'incident transmis le 19 mai 2025 ne comporte pas l'ensemble des éléments attendus. Il devra être complété sur l'évaluation de l'éventuel impact sanitaire de l'évènement, notamment en termes de toxicité, dans un délai d'un mois.

Compte tenu de la non-conformité constatée sur l'usage de la cheminée de sécurité E2, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai d'une semaine, les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 relatives aux modalités d'usage de cette cheminée telles que prévues dans les différents dossiers

déposés par l'exploitant lors de sa demande d'autorisation environnementale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Incidents ou accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Par courriel du 5 mai 2025 à 21h00, l'exploitant a informé l'inspection d'un incident survenu le jour même à partir de 6h00 : 2 chambres de filtration sur 5 présentaient des fibres de laine de roche qui se consumaient. Ces 2 chambres de filtration ont été consignées. Cet incident expliquerait la présence d'odeurs plus importantes ressenties au niveau d'Illange sud, selon le vent. La situation est redevenue normale à partir de 20h. Le jour de la visite, l'inspection a demandé un rapport d'incident. L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours suivant cette demande de l'inspection pour transmettre ce rapport. Un évènement semblable avait déjà eu lieu les 16 et 17 août 2021 mais était associé à un départ de feu dans la cheminée E5. Un plan d'action avait été établi le 19 août 2021 dans le cadre du rapport d'incident de cet évènement et avait été transmis à l'inspection. L'ensemble des actions proposées en 2021 ont été mises en oeuvre. L'évènement de ce lundi 5 mai 2025 semble lié à la combustion des filtres des chambres 3 et 4. L'origine de cette combustion n'était pas clairement identifiée à ce stade par l'exploitant et nécessitait plus d'investigations. Toutefois, le filtre de la chambre 4 était en place durant 17 jours de fonctionnement pour 14 jours préconisés suite à l'évènement de 2021 (auparavant les filtres étaient changés tous les 21 jours). Le filtre de la chambre 3 avait été changé le 24 avril 2025, soit 10 jours de fonctionnement. L'exploitant évoque comme action corrective une alarme de contrôle supplémentaire sur la pression dans les filtres qui est déjà suivie (air propre/air sale). Post-inspection, l'exploitant a transmis le 19 mai 2025 le rapport d'incident. Il comporte : <ul style="list-style-type: none">• <u>les causes probables :</u><ul style="list-style-type: none">○ le nettoyage de la chambre de filtration 4 a été décalé suite à 2 journées d'arrêt de l'usine les 24 et 25 avril et aux jours fériés des 21 avril et 1er mai. La différence de pression est restée inférieure à 25 mbar (= seuil d'alerte) mais au-dessus du seuil de pré-alarme à 20 mbar à partir du 3 mai. Il était prévu de nettoyer la chambre 4 le 5 mai après avoir terminé le nettoyage et la remise en service de la chambre 2 ;○ les fibres qui se consumaient se situaient dans une zone des chambres de filtration où

<p>il n'y a pas de flux, favorisant ainsi l'accumulation. Cette zone n'est de plus, pas accessible par l'arrosage automatique prévu au niveau des chambres de filtration ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • la <u>durée de l'évènement</u> : de 6h à 20h le 5 mai 2025 ; • les <u>actions correctives</u> mises en place ou prévues pour éviter le renouvellement de cet incident et sa résorption : <ul style="list-style-type: none"> ◦ adapter l'organisation des nettoyages lors des périodes de jours fériés en augmentant les ressources et/ou travaillant le samedi ; ◦ baisser la valeur de seuil d'alerte à 20 mbar et mettre une pré-alarme à 18 mbar ; ◦ fermer les zones où les fibres peuvent s'accumuler sous le plancher métallique et les structures métalliques (ajout d'une tôle pour la fermeture de la zone).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des constats, il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat. Cependant, le rapport d'incident transmis le 19 mai 2025 ne comporte pas l'ensemble des éléments attendus. Il devra être complété sur <u>l'évaluation de l'éventuel impact sanitaire de l'évènement</u> notamment en termes de toxicité, dans un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.1.3 partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La mairie d'Illange a enregistré des signalements d'odeurs fortes ressenties toute la journée du 5 mai 2025 à compter de 7h du matin, zone du Beau Vallon et route de Metz.</p> <p>Ce signalement est sous les vents de l'usine et le mail de l'exploitant confirme la cause liée à l'incident relatif aux chambres de filtration qui se consumaient sur son site.</p> <p>Lors de sa visite, l'inspection n'a pas senti d'odeurs en extérieur du site, ni sur le parking et à l'intérieur du site, bien que la mairie ait également enregistré des plaintes le jour même.</p> <p>Les ventelles dans les ateliers de production étaient toutes fermées à l'exception des 2 dans le dernier atelier où des travaux sont envisagés. La porte sectionnelle était ouverte côté Illange au niveau de l'atelier du four de durcissement mais a été immédiatement refermée. L'exploitant a déclaré qu'elle n'est ouverte qu'en cas de nécessité (passage des employés).</p> <p>Au niveau des chambres de filtration, tout était normal et aucune odeur n'a été constatée à proximité immédiate.</p> <p>L'exploitant a présenté le suivi mis en place par les opérateurs visant à relever toutes les ouvertures de portes sectionnelles ou de ventelles sur un tableau de suivi affiché dans l'atelier, avec consignation des motifs d'ouverture.</p>

<p>Par courrier du 7 mai 2025, l'exploitant a transmis l'étude du renouvellement d'air dans la halle de production n°A-25010025-RA00002-A. Cette étude a permis de définir le système de ventilation permettant un renouvellement de l'air efficace et a pour objectif de pouvoir fonctionner avec les ventelles fermées de la fibérisation à la sortie du four de polymérisation. Sur la base de cette étude, le bureau d'études Odométric analysera les effets de ces mesures et présentera ses résultats lors d'une prochaine inspection en juin 2025.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que toute évolution des conditions de rejets des installations doit faire l'objet préalablement d'un porter à connaissance conformément à l'article R181-46, notamment en cas de mise en œuvre d'une captation des ateliers de production rejetée dans la cheminée E5.</p> <p>L'inspection s'est ensuite rendu sur la zone du beau vallon à Illange : de très légères odeurs, à peine perceptibles ont été ressenties par intermittence. Le propriétaire d'une société interpellé a confirmé qu'il ne sentait pas actuellement d'odeurs (16h45) mais qu'il en avait ressenti plus tôt dans la journée. Il identifiait cette odeur comme celle de produits chimiques brûlés. Il était absent la veille.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une mise en demeure "Odeurs" ayant déjà été proposée suite au rapport d'inspection du 16 avril 2025 (mise en demeure signée le 13 mai 2025 avec délai de mise en conformité de 3 jours, soit après la visite du 6 mai 2025), l'inspection ne propose pas une nouvelle mise en demeure sur ce sujet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 jours</p>

N° 3 : Surveillance des émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.2.3. modifié partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les données extraites de l'autosurveillance présentées par l'exploitant relatifs à l'autosurveillance en continu des 5, 6 et 7 mai 2025 pour les concentrations en poussières et en ammoniac des rejets de la cheminée aval : de nombreux dépassements des VLE sont constatés le 5 mai 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rejets en ammoniac dépassent la VLE de 50 mg/Nm³ sur 42 % des mesures en continu et dépassent sur 15% des mesures le double de la VLE ; - les rejets en poussières dépassent la VLE de 20 mg/Nm³ sur 2 % des mesures en continu ; aucune valeur n'était supérieure au double de la VLE.

- les concentrations sont revenues à des situations conformes au cours de la journée du 05/05/2025 : à 20h20 pour l'ammoniac et à 11h50 pour les poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du caractère temporaire de la non-conformité, l'inspection ne propose pas de mise en demeure. Cependant, comme relevé au constat n°1 et compte tenu des dépassements en ammoniac, le rapport d'incident devra être complété sur l'évaluation de l'éventuel impact sanitaire de l'évènement, notamment en termes de toxicité, dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Cheminée de sécurité E2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.2.2. modifié partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] N° du conduit : E2 - installations raccordées : cheminée de sécurité Durée annuelle de fonctionnement en heures : 250 h maximum [...]
Constats : Lors de la visite, vu les éléments présentés par l'exploitant complétés par courriel du 13 mai 2025, l'inspection a constaté que la durée annuelle de fonctionnement de la cheminée de sécurité depuis le 1 ^{er} janvier 2025 est de 160h17 en cumulé, comprenant la durée de l'évènement du 5 mai 2025. Au regard des constats, l'inspection ne propose pas de suites administratives mais souligne la fréquence importante de l'usage depuis le début de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cheminée de sécurité E2 - conditions d'utilisation conformes au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 1.3.1. partiel
Thème(s) : Risques accidentels, dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 31 mars 2017 modifié
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.[...]
Extrait de l'étude d'impact (EI) point C 4.4 air et odeurs : "[...] Cheminée « d'urgence » (E2) : la cheminée d'urgence n'est pas utilisée dans les conditions normales de fonctionnement. Elle pourrait être potentiellement utilisée en marche accidentelle de l'installation. [...]"

Extrait de l'étude de dangers (EDD) :

- D.3.2.6.2 Dangers liés aux marches dégradées :

" [...] Risque lié à l'utilisation de la cheminée d'urgence :

la cheminée d'urgence n'est utilisée qu'en cas d'urgence pour éviter la survenue d'un incident majeur avec le rejet de gaz chauds contenant une forte concentration en CO et H₂S. [...] La cheminée d'urgence n'est utilisée que dans ce cas particulier."

- D.4.4. Rejet des fumées du cubilot à la cheminée d'urgence (PHD 4) :

"Lors de certains incidents d'exploitation (voir paragraphe D.3.2.6), les fumées du cubilot sont rejetées par une cheminée dite d'urgence. Ce fonctionnement dérogatoire a pour but de tenter de résoudre l'incident sans avoir à stopper totalement le cubilot. La durée maximale de ce mode de fonctionnement est de 2 heures.[...]"

Constats :

Par courriel du 13 mai 2025, l'exploitant a transmis l'état des ouvertures de la cheminée de sécurité E2 depuis le début de l'année 2025. Le basculement des fumées de la cheminée du cubilot E1 vers la cheminée de sécurité E2 a eu lieu à 24 reprises dont 14 dépassant les 2h00. L'inspection a constaté que les raisons de son usage sont :

- dans 16 cas pour maintenir le cubilot à chaud - non signalés à l'inspection,
- dans 6 cas pour des opérations de maintenance (appelée "drop") - non signalés à l'inspection,
- dans 2 cas en raison d'une température du flux de gaz trop basse - signalés à l'inspection comme incident.

Les conditions d'utilisation de la cheminée de sécurité E2 ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de la non-conformité constatée, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai d'une semaine, les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 modifié susvisé relatif à la conformité aux données techniques contenue dans les différents dossiers déposés par l'exploitant y compris sur les extraits de l'étude d'impact et de l'étude de dangers précitée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours